

Armes nucléaires : nécessité d'une convention mondiale

Partage international n° [261](#) - Mai 2010

par Dimity Hawkins

Le moment de s'attaquer au désarmement nucléaire n'a jamais été aussi propice. Le désir de voir la planète débarrassée des 23 300 armes nucléaires actuellement stockées dans le monde fait régulièrement les manchettes, alors que des dirigeants mondiaux et des organisations de la société civile mènent le combat en faveur de leur abolition.

En avril 2009, lors d'un discours important à Prague, le président Obama a affirmé sa volonté de « *lutter pour la paix et la sécurité d'un monde sans armes nucléaires* ». C'est un objectif partagé par les organisations de la société civile à travers le monde. Les Etats-Unis et la Russie devraient signer prochainement un nouveau traité bilatéral en remplacement du Traité de 1991 sur la réduction des armes stratégiques, où ils s'engageraient à réduire leurs arsenaux nucléaires de 25 %. Comme les Etats-Unis et la Russie possèdent 96 % de l'armement nucléaire mondial, toutes ces démarches pour libérer le monde de ces armes sont à la fois bienvenues et depuis longtemps attendues.

On reconnaît de plus en plus qu'un désarmement nucléaire complet et vérifiable ne peut être réalisé uniquement grâce à une succession d'initiatives, mais qu'il doit s'insérer dans un plan global. A cet effet, des organisations de la société civile et un nombre croissant de gouvernements réclament une convention mondiale sur les armes nucléaires.

En 1997, des experts non gouvernementaux du monde entier ont pris l'audacieuse décision de publier un modèle de convention. Objet de débats depuis de nombreuses années dans des forums multilatéraux, ce modèle a gagné du terrain depuis la relance, en 2007, de la version publiée en 1997. C'est un document qui a été accepté à deux reprises par les Nations unies, en 1997 et 2007.

Alors que les gouvernements sont en pourparlers, la société civile est parvenue à des solutions, projetant

une trajectoire réalisable et offrant un plan pour lancer le travail sur une convention mondiale et vérifiable. Il ne s'agit pas d'un concept nouveau, mais plutôt d'une idée dont le temps est venu.

Une telle convention donnerait du poids au petit nombre de négociations en cours sur le désarmement, en interdisant la production de matière fissile et le développement, les tests, le stockage, le transfert, l'utilisation et la menace d'utilisation des armes nucléaires. Les parties seraient tenues de déclarer tout leur matériel nucléaire. Elles seraient ensuite tenues de supprimer leurs arsenaux nucléaires selon des phases bien déterminées, en levant d'abord l'état d'alerte des armes nucléaires, puis en interdisant le déploiement, en retirant les ogives de leurs vecteurs nucléaires et en les désactivant, et en plaçant toutes les matières fissiles sous contrôle international.

Alors que certains gouvernants se demandent quel capital politique ils gagneraient dans leurs contextes nationaux en soutenant le désarmement nucléaire, la société civile continue d'orienter le débat vers un monde sans ces armes ultimes de destruction massive.

Chaque année, environ les deux-tiers des pays votent à l'Assemblée générale des Nations unies, en faveur d'une résolution, qui exige l'ouverture rapide de négociations. Cette volonté s'est vue confirmée en 2008 par un sondage réalisé dans 21 pays par Global Zero, qui indique que 76 % des gens souhaitent que leurs gouvernements parviennent à un accord contraignant pour abolir les armes nucléaires dans un délai précis. Le secrétaire général de l'Onu a proposé une convention, comme première étape de son plan en cinq points pour un monde exempt d'armes nucléaires. La société civile ainsi qu'un nombre croissant de gouvernements reconnaissent la nécessité d'en venir à une convention ou un traité mondial. C'est là que se trouve le leadership nécessaire pour attirer les pays réticents (spécialement ceux dotés d'armes nucléaires) vers l'objectif zéro nucléaire. Les obstacles à la réussite des négociations sont politiques et non techniques. La déclaration de principe de tous les gouvernements est nécessaire et doit être suivie d'actions.

Des groupes mondiaux de la société civile, tels que

l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, les Maires pour la paix, Abolition 2000, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Soka Gakkai International et la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires, travaillent à cet objectif. Ces groupes rencontrent régulièrement les gouvernements et les ambassadeurs afin de faire avancer les choses.

Le 5 juin prochain, des groupes à travers le monde prendront des mesures communes sous la bannière « Désarmement nucléaire - maintenant nous pouvons » pour exiger que tous les gouvernements se concentrent sur l'objectif zéro arme nucléaire, ceci de crainte d'une absence de progrès lors de la conférence de révision du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) qui se tiendra en mai prochain aux Nations unies.

Devant la persistance des menaces de prolifération, ce TNP vieux de quarante ans génère de plus en plus

d'impatience. Trop peu de progrès ont été réalisés au cours des quatre dernières décennies en matière de désarmement nucléaire.

Il existe au moins 23 300 raisons de poursuivre l'élaboration d'une convention mondiale. Et chacune d'elles comporte une raison impérieuse d'agir. La société civile sait cela. C'est maintenant le moment pour les gouvernements de répondre aux attentes de la majorité de la population mondiale et d'y travailler, afin de finalement abolir les armes nucléaires, mondialement et irrémédiablement).

1. Les deux pays se sont effectivement engagés dans cette direction le 8 avril 2010 (NdIR).

Auteur : Dimity Hawkins,

Sources : IPS

Thématiques : [environnement](#), [politique](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()